



Salaires, Emplois : Le compte n'y est pas !

La CGT demande la réouverture des négos Salaire !

La CGT a envoyé un courrier le vendredi 20 octobre 2023 pour que la direction entame au plus vite les négociations annuelles sur les salaires.

Nos salaires, dans une période de sur-inflation, ne permettent plus aux salariés du groupe Stellantis, de finir les mois, voire pire pour la plupart d'entre nous c'est le découvert dès la première quinzaine.

Nous revendiquons 400€ d'augmentation pour tous, mais aussi que les salaires soient indexés sur l'augmentation réelle du coût de la vie.

Nous vous tiendrons informés de la réponse de la direction. Mais nous savons bien que ce ne sont pas dans ces réunions que nous obtiendrons satisfaction, **il nous faudra une mobilisation d'ampleur pour que la direction entende nos revendications.** Pour rappel Stellantis a fait 10.9 milliards d'€ au premier semestre 2023.

Fiches Descriptives d'Emploi, quelques précisions

L'ensemble des salariés de toutes les catégories professionnelles ont eu en main leur Fiches Descriptives d'Emploi. Ce n'est pas une fiche de poste, mais une fiche de votre emploi qui servira à la direction pour déterminer votre classification dont vous aurez la communication dès le mois de novembre, qui déterminera ensuite votre niveau de rémunération minimum tel que défini par la convention collective nationale de la Métallurgie.

Si vous estimez que cette fiche ne correspond pas à votre travail quotidien, demander un RDV auprès de votre RH pour demander des explications, voir réclamer une autre fiche qui correspondra plus à votre travail.

N'hésitez pas à demander de l'aide à nos délégués de secteurs dans vos démarches.

La CGT reviendra avec plus d'explications dans un prochain tract concernant les changements au niveau de votre rémunération (prime d'ancienneté, prime condition horaires etc...)

Manifestation du 13 octobre à Montbéliard

Avec plus de 200 000 manifestants à l'échelle du pays, 700 à Montbéliard, la participation était au rendez-vous, même si elle a été plus modeste que celles des mobilisations en début d'année contre l'attaque sur les retraites.

Des salariés des usines et d'autres secteurs d'activités du pays de Montbéliard étaient aussi présents ainsi qu'une délégation de militants Allemands du syndicat IG Metall, des usines de Rüsselsheim, Bochum et Audi, donnant une connotation européenne à cette manifestation. Cette protestation, principalement contre la vie chère, les bas salaires, les petites pensions, l'attaque des retraites, a aussi fait référence aux tensions de la situation sociale et politique ici et dans le monde.

A Sochaux, les salariés de peinture ont répondu présents et débrayé massivement en équipe de nuit et du matin : ils étaient une quarantaine tous secteurs confondus. Les salariés de l'équipe de nuit qui ont commencé le débrayage le jeudi matin à minuit ont repris le travail le vendredi à minuit ! **Bravo à eux !**

Dans d'autres secteurs et quelques équipes, des salariés, mobilisés en groupes, ont tenu à exprimer leurs colères face aux bas salaires, une inflation qui bat des records mais aussi un ras de bol plus général, lié aux conditions de travail et au mépris de la direction.

Bien sûr tout ne peut pas se régler en un jour, mais les grévistes de l'usine ont aussi eu l'occasion de se faire l'expression de ceux qui ont hésité à s'y mettre cette fois-ci.

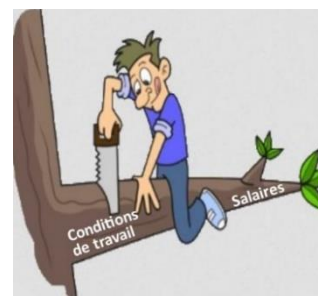
L'actionnariat salarié !

L'actionnariat salarié ne résoudra pas nos problèmes de fin de mois.

Il s'accompagne toujours d'une modération des salaires et d'une dégradation des conditions de travail.

Les salariés scient la branche sur laquelle ils sont assis. Ce dispositif est tourné vers des objectifs financiers et capitalistes qui vont à l'encontre des intérêts des salariés.

La logique de la direction, relayée par certains syndicats, est de nous faire accepter encore un peu plus de reculs sur nos salaires et nos conditions de travail.



Pour la CGT l'urgence, ce sont les salaires.

Alors choisissons ensemble les modalités d'actions pour revendiquer de réelles augmentations de salaires, l'arrêt de la flexibilité à outrance et l'amélioration de nos conditions de travail.

Il est encore temps de récupérer vos chèques !

Vous avez des enfants scolarisés au collège, lycée, ou en études supérieures jusqu'à 25 ans : vous avez jusqu'au **31 octobre** pour demander au CSE :

- Vos 30 euros pour les collégiens de la 6^{ème} à la 3^{ème}.
- Selon votre coefficient familial, de 88 euros à 130 euros, pour ceux qui sont au lycée ou en études supérieures.
- +30 euros de bonus pour celles et ceux qui suivent des études après le BAC.

Et **jusqu'au 29 octobre**, les salariés de Stellantis peuvent récupérer 80 euros sous forme de chèques vacances ou culture (en billetterie concert ou autres).

Vive la grève des travailleurs sans papier !



Mardi 17 octobre 2023, en Île-de-France, à Paris en Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, les Hauts de Seine, le Val-d'Oise, près de 600 Travailleurs sans papiers, d'Afrique (Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal...) soutenus par la CGT, se sont mis en grève pour réclamer leur régularisation.

Salariés dans le bâtiment, la logistique, les déchets, le nettoyage, la distribution... pour des entreprises telles que SEPUR, Chronopost, Véolia, Suez, GLS, DPD, Fedex, Géodis, Onet, Atalian, Carrefour,

Franprix, les grossistes du marché de Rungis.

« Pour la très grande majorité d'entre nous, nous travaillons sous le statut d'intérimaires, qui permet de masquer la surexploitation dont nous sommes victimes. Nous sommes en grève dans nos entreprises pour gagner notre régularisation et nos droits. »

Pas de Papiers... Pas de droits !

Témoignages d'ouvriers : « Je travaille beaucoup depuis quatre ans. Je paie des impôts, je cotise pour la protection sociale, mais je n'ai aucun droit. Quand je tombe malade, je ne peux pas bénéficier ni de l'aide médicale d'Etat, ni de la sécu. Tout est compliqué quand tu n'as pas de titre de séjours, il faut sans cesse se débrouiller... ».

« Cela fait mal de ne pas avoir de papier alors que l'on travaille ici depuis des années » « Nous voulons être traités comme les autres salariés, avoir les mêmes droits. Être sans papiers, cela signifie qu'on est obligé d'accepter n'importe quel travail, des employeurs en profitent. Se loger, se soigner, tout est compliqué. On est prêt à aller jusqu'au bout ».

24H après le début du mouvement, près de la moitié des grévistes ont obtenu un CERFA, formulaire de demande d'autorisation de travail, première étape pour signer un contrat de travail... et garantir leurs droits.

La grève continue pour obtenir des garanties pour l'ensemble des grévistes.